

LUNDI, 24 FÉVRIER 1896.

PRIÈRE.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur le bureau :—
Par M. Carpenter,—la pétition du conseil municipal du comté de Wentworth, Ontario.

Par M. Mills (Bothwell),—la pétition du conseil municipal du comté de Lambton, Ontario.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :—
De la Fraternité des Assistants-Pressiers, No 1, de Toronto; de l'Union des mouleurs en fer, No 28, et de l'Union des souffleurs de verre, No 66, tous d'Ontario; de l'Assemblée Locale de la feuille d'érable, No 1160, Chevaliers du travail, Québec; et de l'Union des cigariers, No 58, Montréal, demandant que le bill actuellement soumis au parlement, intitulé: "Acte modifiant la loi relative aux conspirations et aux coalitions formées dans le but de gêner le commerce," ne devienne pas loi dans sa forme actuelle.

Du conseil municipal des Comtés-Unis de Stormont, Dundas et Glengarry, Ontario, demandant au gouvernement de supprimer le bonus affecté à l'immigration d'enfants pauvres, et de prendre des mesures législatives pour obliger les sociétés d'immigration à garantir aux municipalités toutes les dépenses qu'elles seront obligées de faire pour des enfants immigrés pauvres, inutiles ou criminels.

De J. B. Davidson et autres, de Saint-Thomas et autres lieux, comté d'Elgin, Ontario, demandant qu'il ne soit pas accordé de subvention à une ligne ferrée passant plus près du chemin de fer Central du Michigan que de Wallacetown, dans le dit comté.

De J. G. Murdoch et autres, demandant un acte constituant en corporation une compagnie sous le nom de la Compagnie du chemin de fer Huron et Ontario.

De MM. Thomson, Henderson et Bell, solliciteurs, Toronto, Ontario, demandant que la Chambre leur permette de lui soumettre une pétition pour l'obtention d'une charte sous le nom de Association Sanitaire Nationale, nonobstant l'expiration du temps prescrit pour présenter des pétitions au sujet de bills privés.

De John Penny, et autres, de Halifax, N.-E., se plaignant de dommages causés par la construction d'un chemin de fer de l'Etat dans une certaine partie de la rue Water, dans la dite cité, et demandant le redressement de ce grief.

Sur motion de Sir Adolphe P. Caron, secondé par M. Dickey,

Ordonné, que M. Stubbs soit ajouté au comité de l'Agriculture et de la Colonisation.

Sir Charles Hibbert Tupper, l'un des membres du Conseil privé de la Reine, présente,—la réponse à une adresse à Son Excellence du 10 juin 1895, pour la production de copie de tous papiers et correspondance concernant la partie de l'emplacement de ville de Moose-Jaw, que possède le gouvernement du Canada, y compris le relevé des deniers reçus par les syndicats du dit emplacement de ville, et de ceux reçus par le gouvernement fédéral; aussi, d'un état donnant le nombre de lots appartenant encore au gouvernement et le montant des taxes payées annuellement par le gouvernement depuis que Moose-Jaw a été érigé en municipalité. (*Document de la session No 50.*)

M. Prior, l'un des membres du Conseil privé de la Reine, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre du 3 février 1896, pour la production de copie de toute